



REPUBLIQUE FRANCAISE

Shom

Etablissement public administratif
sous tutelle du ministère des armées

13, rue du Chatellier
CS 92803
29228 BREST CEDEX 2

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CCTP 13a/2024

**Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de
l'opération de construction d'un restaurant administratif
sur le site du Shom à Brest et de déconstruction du
bâtiment existant**

Marché n° 24MA10 LOT 1 - Mission de contrôle technique



**MISSION COORDINATION SSI POUR LA CONSTRUCTION D'UN
NOUVEAU RESTAURANT PUIS LA DECONSTRUCTION DU
BÂTIMENT EXISTANT**

SOMMAIRE

Contenu

1 – OBJET DU MARCHÉ	3
2 – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT	4
3 – CONTENU DES PRESTATIONS	5
4 - MOYENS ACCORDÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	7
5 - AUTORITÉ DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE	8
6 – DÉLAIS DE FOURNITURE DES DOCUMENTS	8

1 – Objet du marché

Le présent marché de service concerne les prestations d'assurances à maîtrise d'ouvrage pour la mission de contrôle technique relative à l'opération suivante :

- La construction du nouveau restaurant ;
- La déconstruction, après désamiantage, de l'ancien restaurant et l'aménagement de l'espace laissé vacant.

Ces bâtiments se situent sur le site du Bergot à Brest (Finistère). Il s'agit d'un ensemble immobilier à destination d'une partie du personnel du Shom.

L'opération vise la mise à niveau de la fonction restauration du Shom, en particulier :

- La mise aux normes d'hygiène (notamment par le respect de la marche en avant) ;
- La maîtrise des coûts d'exploitation (calcul en coût global, réduction des consommations d'énergie, décret tertiaire) ;
- L'augmentation du confort (acoustique, thermique, facilité d'utilisation).

La maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opération sont assurées par le Shom.

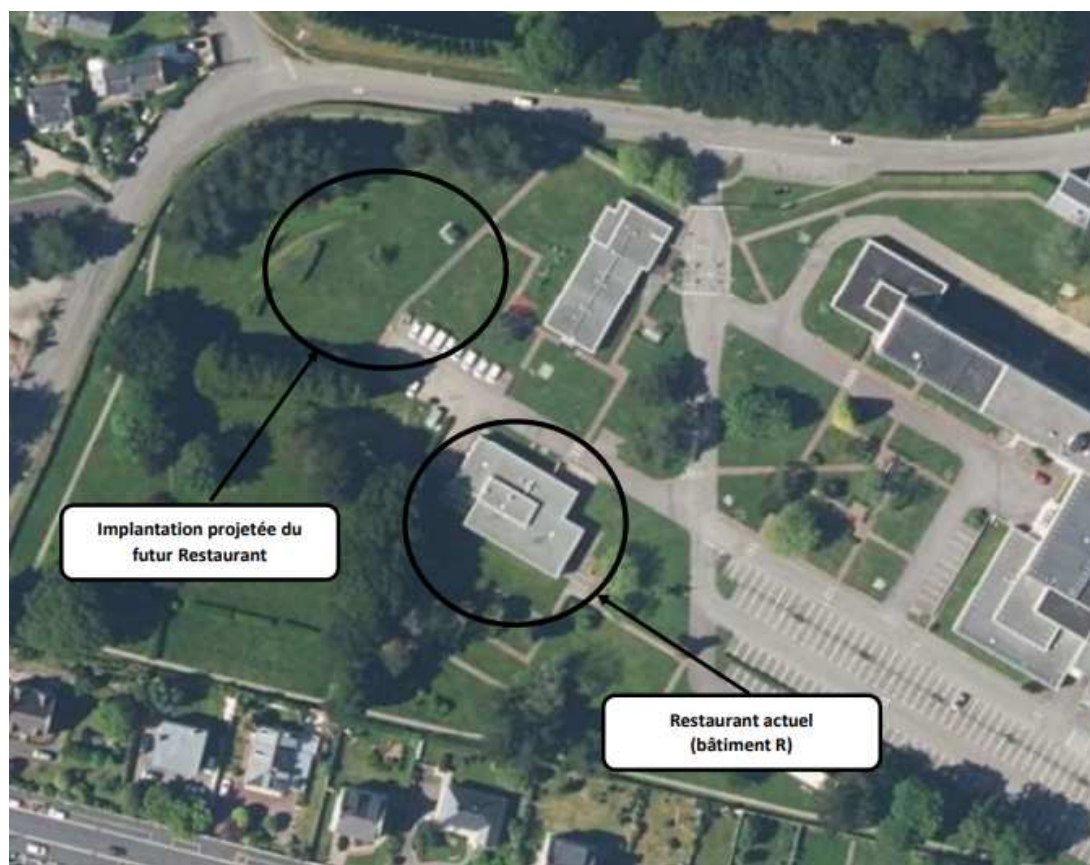
Éléments d'appréciation de l'opération :

- construction d'un restaurant administratif d'environ 600 m² sur un site militaire protégé, après autorisation d'urbanisme (permis de construire) ;
- bâtiment de restauration actuel à déconstruire datant de 1971 pour environ 519 m² ;
- coût prévisionnel des travaux 2 167 000 euros HT, y compris VRD (valeur décembre 2023) ;
- durée prévisionnelle des travaux de 15 mois hors congés-intempéries, incluant une période de préparation de 2 mois. Arrêt de chantier de 1 à 3 mois prévu entre les phases de construction et de déconstruction ;
- restaurant à construire selon les règles d'un établissement recevant du public (E.R.P.) de type N de 5^{ème} catégorie pour l'activité de restauration (effectif prévisible inférieur à 200 personnes) ;
- bâtiment attendu de type RDC sur vide sanitaire, sans caractère innovant ou exceptionnel, sans parking aérien ou souterrain ;
- contraintes notables de l'opération :
 - o double conception : bâtiment performant et cuisine (ergonomie, performances des matériels de restauration à fournir) ;
 - o validation du projet par le 31^{ème} groupe vétérinaire de Brest (Service de Santé des Armées) ;
 - o problématiques réseaux et énergies : remplacement de l'énergie gaz naturel (électricité, réseau de chaleur urbain...) ; production photovoltaïque ;
 - o matériaux amiantés dans le bâtiment à déconstruire.

Le présent marché fait partie d'un ensemble de prestations comprenant des marchés de travaux et prestations intellectuelles portant sur :

- les diagnostics de repérage des matériaux contenant de l'amiante et du plomb, et le diagnostic des déchets issus de la déconstruction ;
- les levés topographiques du terrain et du bâtiment à déconstruire, ainsi que la recherche et le repérage des réseaux souterrains sur la zone de chantier ;
- les missions d'ingénierie géotechnique (G1-ES, G1-PGC, G2-AVP, G2-PRO, G2-DCE/ACT, G4-EXE, G4-DET) ;
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le domaine de la coordination SPS de 2^{ème} catégorie ;
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le domaine du contrôle technique, objet du présent marché ;
- la maîtrise d'œuvre ;
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le domaine de la coordination SSI ;
- la réalisation des travaux d'infrastructure, de superstructure et de second-œuvre.

Implantation du projet sur la parcelle cadastrale AB 326, rue du Chatellier



2 – Présentation de l'établissement

Le Shom est l'opérateur public pour l'information géographique maritime et littorale de référence.

C'est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère des armées. Il a pour mission de connaître et décrire l'environnement physique marin dans ses relations avec l'atmosphère, avec les fonds marins et les zones littorales, d'en prévoir l'évolution et d'assurer la diffusion des informations correspondantes.

L'exercice de cette mission se traduit par trois activités primordiales :

- l'hydrographie nationale, pour satisfaire les besoins de la navigation de surface, dans les eaux sous juridiction française et dans les zones placées sous la responsabilité cartographique de la France ;
- le soutien de la défense, caractérisé par l'expertise apportée par le Shom dans les domaines hydro-océanographiques à la direction générale de l'armement et par ses capacités de soutien opérationnel des forces ;
- le soutien aux politiques publiques de la mer et du littoral, par lequel le Shom valorise ses données patrimoniales et son expertise en les mettant à la disposition des pouvoirs publics, et plus généralement de tous les acteurs de la mer et du littoral.

Ces activités sont soutenues par une fonction socle, essentielle, celle de constituer les bases de données de référence caractérisant l'environnement géophysique, maritime et littoral.

Son organisation est précisée dans le code de la défense.

3 – Contenu des prestations

Le contrôle technique interviendra dans les conditions fixées par le CCTG de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999, ainsi que par la NORME NF P 03-100.

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer au cours de l'exécution du marché les avis et rapports de contrôle technique.

Tout changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au Shom. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner au moins un remplaçant en précisant son identité et ses références.

Ces prestations comprennent les contrôles à exécuter durant :

- la phase de conception (APS, APD, PRO et DCE) ;
- la phase de réalisation (EXE, DET et AOR) ;
- la période de garantie de parfait achèvement.

Les missions confiées au contrôleur technique sont les suivantes :

- mission L : mission portant sur la solidité des ouvrages et des équipements indissociables ;
- mission P : mission portant sur la solidité des éléments d'équipements indissociables et dissociables ;
- mission STI : mission portant sur la sécurité des personnes dans les bâtiments industriels et tertiaires ;

- mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme + attestation associée ;
- mission VIEL : vérification initiale des installations électriques ;
- mission F : relative au fonctionnement des installations ; mission portant sur les installations suivantes :
 - réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement ;
 - chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique ;
 - installations électriques intérieures (courants forts) ;
 - protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations.
- mission P1 : relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- mission PV : récolement des procès-verbaux d'essais d'installations :
 - installations électriques ;
 - ventilation, aération ;
 - chauffage ;
 - portes et portails automatiques ;
 - volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
 - plomberie sanitaire et ECS, assainissement ;
 - réseau d'alimentation en eau ;
 - réseaux de communication VDI.
- Mission HYS : relative à l'hygiène et à la santé ;
- mission Ph : relative à l'isolation acoustique ;
- mission Th : relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ; assortie de l'attestation RT ;
- mission HAND : relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ; assortie de l'attestation HAND
- mission SEI : vérification des aménagements réalisés dans un ERP avant ouverture.

Pour mémoire, comme défini dans le décret précité le titulaire doit :

- l'examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- l'examen des rapports d'étude des sols le cas échéant ;
- l'examen des avant-projets sommaire et définitif ;
- l'examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;
- la participation à des réunions de mises au point techniques en phase de conception ;

- l'examen des documents d'exécution relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
- l'examen des documents d'exécution relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- la participation à des réunions de mises au point techniques en phase d'exécution ;
- l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- l'examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ;
- la participation à des rendez-vous de chantier ;
- l'établissement du rapport final de contrôle technique ;
- l'assistance à la visite de la commission de sécurité ;
- l'examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement (pour l'exécution de cette phase, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués).

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle technique pouvant s'appliquer à l'opération.

4 - Moyens accordés par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- informer les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ;
- fournir au contrôleur technique, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative ;
- donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au contrôleur technique pour l'exercice de sa mission ;
- prévenir le contrôleur technique de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des comptes-rendus des réunions de chantier ;
- informer le contrôleur technique de l'intervention de toute entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

5 - Autorité du contrôleur technique

Le contrôleur technique aura un droit d'accès permanent au chantier et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si au cours d'une phase, le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au Shom ;
- si au cours de sa mission le contrôleur technique constate que la qualité des produits utilisés dans la construction n'est pas appropriée, il doit en informer le Shom ;
- les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution des travaux sont signés ou contresignés par le responsable du contrôleur technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le Shom prendra les dispositions nécessaires pour transmettre au contrôleur technique une copie du permis de construire.

Tous les éléments ci-dessus constituent une mission unique. Le contrôleur technique sera prévenu par le maître d'ouvrage des interventions des entreprises.

6 – Délais de fourniture des documents

Liste des documents à remettre par le contrôleur technique	Délais
Avis sur APS, APD, PRO, DCE Production du rapport initial Attestations parasismique et réglementation thermique pour le permis de construire	8 jours ouvrés à compter de la réception des dossiers complets
Avis sur dossiers d'exécution (dont plans, notes de calculs, fiches techniques, procès-verbaux, avis techniques, etc.)	8 jours ouvrés à compter de la réception du dossier de l'entreprise sur l'ouvrage concerné
Compte-rendu de passage chantier	2 jours ouvrés après passage
Tableau récapitulatif des avis non suivi d'effets	Tous les mois
<ul style="list-style-type: none"> – Rapports finaux – Attestation accessibilité des personnes handicapées – Rapport de vérification initiale des installations électriques 	<ul style="list-style-type: none"> – 8 jours ouvrés à compter des OPR – 8 jours ouvrés à compter de la visite – 2 jours ouvrés à compter de la visite

L'ensemble des documents sera communiqué au format numérique, sans exemplaire papier.